



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2025071-0002

de mise en demeure et de mesures conservatoires à l'encontre de la société SCARA
située sur le territoire de la commune de VILLETTE-SUR-AUBE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre V, en particulier l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1988 autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à VILLETTE-SUR-AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°07-0099 du 11 janvier 2007 à l'arrêté autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à VILLETTE-SUR-AUBE ;

VU le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 23 juillet 2024 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 8 août 2024 par recommandé avec accusé de réception laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure transmises par courriels du 9 août 2024 et du 4 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que ces installations comportent des silos de stockage de céréales, classés SETI « Silos à enjeux très importants » au regard de sa proximité avec les habitations et des établissements recevant du public ;

CONSIDÉRANT les non-conformités électriques et conformément aux dispositifs de protection contre le risque foudre, la probabilité d'un risque d'incendie ou d'explosion est augmentée ;

CONSIDÉRANT que le silo BRIANT 1 n'est couvert par aucun dispositif de protection contre le risque foudre ;

CONSIDÉRANT que la période des moissons est la période la plus propice à un accident, en raison d'une augmentation de la présence de poussières nécessitant un nettoyage renforcé ;

CONSIDÉRANT que cette campagne a été engagée sans s'assurer de la conformité de l'ensemble des installations ;

CONSIDÉRANT que certaines installations fonctionnent en dehors des heures ouvrées et en l'absence d'un conducteur de silo ;

CONSIDÉRANT que cette organisation ne permet pas la mise en œuvre de l'ensemble des barrières de prévention présentées dans l'étude de dangers de 2005 et qui permettent de rendre le risque acceptable ;

CONSIDÉRANT la proximité des installations de CRISTAL UNION, situées dans la zone des effets irréversibles, et également classées Seveso seuil bas ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de mettre en demeure la société SCARA de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire à la société des mesures conservatoires jusqu'à la décision concernant la régularisation de l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société SCARA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Zone Industrielle – 10700 VILLETTE-SUR-AUBE, de respecter les prescriptions de :

Article	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
1.1	Conformité électrique, électricité statique et courants vagabonds	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10	6 mois
1.2	Protection contre la foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 21	3 mois
1.3	Analyse du risque foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 18	1 an
1.4	Détection incendie du magasin engrais vrac	Arrêté préfectoral du 11/01/2007, article 19 alinéa 1	2 mois
1.5	Propreté des installations	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 6	2 mois
1.6	Barrières de prévention	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 54 point A	6 mois

Article 2 : Mesures conservatoires

La société SCARA est autorisée à poursuivre son exploitation sous réserve que la quantité de matières relevant de la rubrique 4702 « Ammonitrates », stockée en vrac dans le hangar, reste nulle tant que la détection incendie n'est pas opérationnelle.

Article 3 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la directrice de la société SCARA.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **12 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A blue ink signature consisting of a stylized 'M' followed by a horizontal line.

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérecours (www.telerecours.fr).